

20 novembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la présence française au Japon et la nécessité de développer les exportations et sur le soutien de la France à l'accroissement du rôle international du Japon, Tokyo le 20 novembre 1996.

Mesdames, messieurs,

- Je voudrais tout d'abord vous dire ma joie de retrouver, ici, les membres de cette institution déjà ancienne et vénérable qu'est la Chambre de Commerce et d'Industrie franco-japonaise, créée au lendemain de la première guerre mondiale.

- Je voudrais saluer tous les industriels français qui travaillent au Japon et notamment celles et ceux qui ont fait le déplacement avec moi et je voudrais saluer également les industriels japonais qui se sont joints à vous aujourd'hui et puis naturellement les représentants de la presse.

- Mon premier mot sera un mot d'estime et de gratitude. D'estime parce qu'il n'est pas évident d'aller se battre dans des conditions souvent difficiles, à l'extérieur, loin, et de gratitude parce que les résultats que vous avez obtenus ont été des résultats positifs.

- Je regardais les chiffres : en 10 ans, la communauté économique, industrielle, commerciale, artisanale française, en nombre hélas encore trop limité, de l'ordre je crois de 250 entreprises a néanmoins réussi à tripler nos exportations au cours de ces dernières années, à quintupler nos investissements et à réduire de moitié environ le déficit commercial que la France a avec le Japon. Notre taux de couverture était il y a 10 ans de l'ordre de 35 à 40 % et est aujourd'hui de l'ordre de 60 %.

- Cela ne s'est pas fait tout seul. Cela s'est fait grâce à l'intelligence, à la compétence, à l'énergie, au dynamisme, à l'esprit de conquête d'un certain nombre de Français, pas toujours encouragés sur le plan national, pas toujours encouragés sur le plan local, sur le plan japonais, et qui néanmoins se sont battus.

- Ce que je souhaite aujourd'hui, c'est que ce combat se poursuive, mais surtout qu'il s'amplifie. Cela suppose un véritable effort. J'ai indiqué qu'il fallait se fixer à nouveau un objectif qui était au moins de tripler dans l'ensemble de l'Asie, et en particulier au Japon, nos exportations. Je sais que c'est possible.

- Je me souviens, il y a une dizaine d'années, d'avoir été reçu comme je l'ai été hier par le Keidanren. Et le Président de l'époque après m'avoir expliqué que le Japon n'était pas aussi protectionniste, on le disait beaucoup à l'époque, on le dit encore un peu même si cela diminue - m'a dit : "vous savez, vous nous accusez de tous les maux, mais vous n'êtes pas exempts de responsabilités. Vous voyez nous, là, un certain nombre d'industriels japonais, nous sommes tous d'un certain âge", et c'était vrai, c'était même un âge certain et me disait-il "chacun d'entre nous a en tous les cas fait l'effort d'apprendre au moins une langue étrangère, généralement l'anglais, souvent l'allemand et le français et chacun d'entre nous au moins deux fois par ans, en Amérique et en Europe, souvent en France, quand nous allons à l'étranger, nous amenons avec nous tout un ensemble de collaborateurs. Vous voyez, tous ces Japonais que vous voyez photographier l'Etoile ou la Concorde, la plupart sont, au-delà du tourisme, des collaborateurs qui sont des spécialistes du commerce, de la finance et qui viennent avec nous, qui restent et alors que généralement aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, les grandes patrons français (ceci se

passait il y a 10 ans) ne viennent que très rarement. Quand par hasard ils viennent, nous sommes heureux, nous les recevons aussi bien que nous pouvons, ils n'ont généralement pas de collaborateurs avec eux, parfois une collaboratrice, et puis au bout de 2 ou 3 jours ils s'en vont et on ne le revoit pas pendant des années, alors je vous le dis, si vous ne faites pas, ajoutait-il, un effort pour nous connaître, pour nous comprendre, ne vous plaignez pas de ne pas réussir à faire des affaires chez nous". Ce tableau, je le reconnais, est un peu "vieillot".\

Les choses ont aujourd'hui changé, mais enfin... pas suffisamment. Le premier conseil que je voudrais donner aux chefs d'entreprises français, aux grands chefs d'entreprises mais aussi aux chefs de petites et moyennes entreprises qui ont une capacité d'innovation et d'exportation considérable, c'est de faire en sorte de surmonter la barrière culturelle japonaise, et de s'investir ici dans ce pays où les opportunités sont grandes, même si nous ne sommes plus à l'époque de la croissance exceptionnelle. C'est ce que vous faites, vous toutes et vous tous qui sont ici. C'est ce que veulent faire les industriels qui sont venus avec moi, mais c'est ce dont il faut convaincre aussi les responsables français.

- Sur le plan politique, le ministre des finances a dû vous dire tout à l'heure qu'il avait eu de longues conversations avec un certain nombre de ministres, et notamment avec le ministre du MITI, pour lui demander à la fois de poursuivre la déréglementation engagée, d'être plus attentif aux problèmes des affaires françaises, et de développer davantage les différentes actions qui ont été prévues par l'opération "le Japon c'est possible", qui a donné de bons résultats, et qui devrait aujourd'hui se transformer en une deuxième phase "le Japon, pour la France, c'est nécessaire".

- Je ne le répéterai jamais assez : la croissance faible que nous connaissons en Europe, avec les conséquences que cela comporte, notamment sur le plan de l'emploi, doit être encouragée chez nous c'est vrai - et le gouvernement s'y efforce - ce n'est pas facile, mais on doit aussi aller la chercher là où elle existe, c'est-à-dire à l'extérieur.

- Parfois, j'observe que les grands responsables français n'ont pas une conscience tout à fait nette à la fois des réalités et des possibilités du Japon, et souvent j'entends les responsables français qui travaillent ici, et qui se plaignent, en terme choisis et diplomatiques, d'une certaine incompréhension des responsables de leurs sièges sociaux français. Je crois qu'ils n'ont pas tort. Je l'ai moi-même observé à maintes reprises, il y a beaucoup de secteurs dans lesquels on pourrait faire davantage et d'autres dans lesquels on pourrait innover.

- Lorsque je regarde l'exemple de l'automobile, de l'aéronautique, des télécommunications, de la construction, de l'agro-alimentaire, d'autres activités encore, j'ai la conviction que nous pourrions faire beaucoup mieux. Naturellement, cela implique un acte de confiance, et un effort pour connaître et comprendre.

- Je vous rappelle, cet effort doit se faire encore aussi bien au niveau des petites et moyennes entreprises, dans le cadre notamment des actions mises en place maintenant pour leur faciliter l'accès ou la pénétration sur ces marchés, notamment sur le marché Japonais. Cela suppose aussi qu'il y ait sur le plan politique une certaine compréhension, une certaine volonté de développer nos efforts.\

Je disais hier qu'il était assez étonnant de constater que dans l'histoire de la France et du Japon, ma visite d'Etat n'est que la deuxième visite rendue par un Président de la République Française au Japon. On sait l'intensité des visites d'Etat, notamment entre Européens, entre Européens et Américains. On est consterné de constater cette espèce de distance ou de désintérêt à l'égard d'une partie du monde qui aura une place essentielle dans l'économie de demain. La première visite était il y a quatorze ans et c'est mon prédécesseur qui l'avait faite.

- Or, nos relations politiques se sont très sensiblement améliorées. Le Japon évolue, la France aussi, comme tous les pays, mais cette évolution fait apparaître une certaine convergence de vues entre l'approche japonaise des problèmes internationaux, dans le cadre d'une volonté renforcée de ce pays de jouer un rôle politique à la mesure de sa puissance économique, et l'approche française.

- Je l'ai déjà dit, on l'a vu très nettement lors de la réunion du G7 à Lyon, qu'il s'agisse des problèmes de monnaie, de finances internationales, qu'il s'agisse des problèmes d'organisation

mondiale du commerce, qu'il s'agisse des problèmes d'aide au développement et des coopérations que cette aide au développement peut entraîner pour nos deux pays, il y a une vision commune de l'avenir.

- Il y a une volonté du Japon de prendre tout son rôle dans les affaires politiques du monde. Il sait que de ce point de vue il peut compter sur la France dont le rôle international est reconnu. Ce n'est pas par hasard que la France - et les Japonais y ont été sensibles - est le pays qui milite le plus pour que le Japon ait une place de membre permanent au Conseil de Sécurité.

Les deux entretiens que j'ai eus déjà avec le Premier ministre japonais, qui est un homme de finesse, de culture, ouvert, décidé à faire des réformes, à poursuivre la déréglementation, à s'affirmer sur le plan international, à donner toute sa place au Japon, les entretiens que j'aurai avec lui ce soir, montrent bien qu'il y a une convergence à la fois de vision et d'intérêt entre nos deux pays.

- Naturellement cela aide, cela permet, même si le gouvernement, ici, n'a pas le pouvoir de décider à la place des entrepreneurs, cela permet, et c'est essentiel de créer un climat favorable. Certains ont su mieux que nous créer ce climat, les Allemands et les Anglais, par exemple. Eh bien, ce n'est pas normal, . Nous sommes au moins aussi bons que les Allemands ou que les Anglais et il n'y a pas de raison que nous ne fassions pas aussi bien qu'eux. Aucune espèce de raison, ni technologique, ni économique, ni financière, ni culturelle. Je dirais même au contraire, oui pour dire le fond de ma pensée.

- Alors, voilà, si vous voulez l'état d'esprit dans lequel je suis venu ici, et ce que j'essaie de développer sur le plan politique dans le cadre, je le répète d'une excellente coopération politique, entre nos deux pays et qui va se développer.

- Ce n'est pas par hasard que j'ai tenu à ce que nous décidions d'avoir un sommet régulier, annuel, au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement, entre le Japon et la France, ce qui n'existait pas. Nous avons des sommets annuels avec toute sorte de pays, d'ailleurs très sympathiques, mais pas avec le Japon, deuxième puissance économique du monde. Il y a eu là, pendant longtemps, de la part de la France une attitude un peu inexplicable.

- Nos entreprises ont fait des choses fantastiques mais dans un périmètre réduit. Pourtant je suis convaincu qu'il est beaucoup plus difficile d'exporter en Allemagne, ce que nous faisons avec une très grande efficacité, que dans beaucoup de pays asiatiques. Mais dès qu'il s'agit de franchir les océans, il y a une réserve. Eh bien nous devons agir en Asie, en Amérique Latine, comme nous le faisons dans les pays de l'Est européens, comme nous le faisons dans la Communauté.

- Nous sommes le deuxième exportateur, je le répète indéfiniment, par tête d'habitant dans le monde, ce qui prouve que nous avons la compétence, l'intelligence, le dynamisme, la capacité pour le faire. Eh bien, cette intelligence, ce dynamisme, cette compétence et cette capacité, il faut étendre impérativement leurs champs d'action. C'est l'avenir de notre mode de vie, de notre progrès social par notre économie, qui est en cause. C'est un des moyens efficaces, pas le seul bien entendu, de lutter contre la plaie du chômage que nous supportons.

Je conclurais en évoquant une manifestation qui est à mes yeux importante, c'est la décision que nous avons prise, vous le savez, de faire une année du Japon en France et une année de la France au Japon en 1997 et en 1998.

- Il y a là une opportunité de mieux nous faire connaître. Les gens spontanément vont vers ce qu'ils connaissent et ignorent ce qui n'est pas arrivé jusqu'à eux.

- Nous aurons l'occasion de nous faire connaître au Japon et de faire connaître le Japon en France si je vous dis l'importance que j'attache à cette double manifestation, il en est de même d'ailleurs pour le gouvernement japonais, c'est parce que vous devrez participer à cela, et quand je dis participer, vous me comprenez... Cela veut dire participer également financièrement et tout ceci va donner lieu à des manifestations importantes qui devront être sponsorisées, pour appeler les choses par leurs noms.

- Je l'ai dit très clairement au patronat japonais, qui je crois en a pris conscience, je l'avais dit au bureau du Keidanren, quand je l'ai reçu au mois d'octobre à Paris, je l'ai évoqué à nouveau en réunion hier matin avant la séance plénière, mais ceci est vrai aussi pour les grandes entreprises françaises. Je m'efforcerai de convaincre leurs représentants ou leurs responsables à Paris, mais

françaises. Je m'efforcerais de convaincre leurs représentants ou leurs responsables à Paris, mais je compte sur vous pour m'aider dans cet effort.

- Voilà je termine par où j'ai commencé. L'expérience me montre, quand je vais à l'étranger, et, peut-être au Japon plus qu'ailleurs, en raison de la distance et de la spécificité de la culture et du marché japonais que les Français qui sont engagés sont des gens formidables.

- Je dis bien formidable, ce n'est pas un propos de circonstance, c'est parce que je parle devant vous que je le souligne, je l'ai dit bien souvent, parce que c'est la vérité. Mais ils ne sont pas assez nombreux, alors nous devons tous nous efforcer de les encourager. Voilà ce que je voulais vous dire en vous remerciant encore, mais si vous le souhaitez je peux peut-être répondre, Monsieur le Président, à une ou deux questions, qui pourrait m'être posées. Je vous laisse le soin d'en décider.\

QUESTION.- Nous avons eu l'occasion, Monsieur le Président, d'évoquer avec le ministre de l'économie et des finances les opportunités qu'offrent aujourd'hui le marché, compte tenu des évolutions rapides, ces dernières années. La déréglementation pas suffisante, vous l'avez souligné, mais qui existe, les restructurations, la distribution, par exemple, qui vraiment nous donnent des opportunités, ce sont des "business chance" qui étaient impensables encore il y a cinq ans, et je crois que ce qui est essentiel, nous avons eu l'occasion d'en parler tout à l'heure avec monsieur le ministre, c'est de convaincre nos entreprises en France, que c'est le moment, qu'il y a des trains qu'on risque de rater. Il faut venir maintenant.

- C'est valable non seulement pour les PME comme vous l'avez souligné, mais également pour les grandes sociétés qui sont dans certains cas très absentes...

- (LE PRESIDENT.- Et en particulier l'automobile).

- ... ce n'est pas une question...

- LE PRESIDENT.- Non, c'est une affirmation à laquelle je souscris, mais sur laquelle il m'est difficile de rebondir puisqu'il n'y a pas de point d'interrogation.

- QUESTION.- Vous avez un ministre du commerce extérieur, j'imagine qu'il a un programme d'actions, dans les organismes de l'Etat pour favoriser les exportations £ pouvez-vous nous parler de son programme d'actions, et particulièrement en ce qui concerne le Japon ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons un ministre du commerce extérieur, dont j'observe qu'il est extrêmement actif, ce qui le conduit à être rarement en France, ce qui me paraît d'ailleurs naturel, pour un ministre du commerce extérieur. Lorsqu'il vient me rendre compte de ses projets et lorsqu'il demande à ses collègues, au ministre des affaires étrangères, au Premier ministre, un appui politique pour les démarches économiques et commerciales qu'il fait, je vois qu'il a une grande ambition, mais surtout qu'il affirme trouver chez ses interlocuteurs une ouverture beaucoup plus importante qu'on ne l'imagine.\

LE PRESIDENT.- (Suite sur l'appui de l'Etat au commerce extérieur)

- Vous aurez observé que depuis un an nos exportations ont sensiblement augmenté, notamment dans un certain nombre de pays où l'Etat participe activement à la signature de grands contrats, ce qui n'est pas le cas au Japon, beaucoup moins, et cela est dû entre autre à la ténacité qu'il met à vendre les produits français, à ramener les préoccupations de ses interlocuteurs et à tenter de leurs faire donner satisfaction par le gouvernement français. Je souhaite qu'il continue dans cette voie.

- Mais bien souvent, ce qui s'avère nécessaire au-delà de l'action d'un ministre du commerce extérieur, c'est l'intervention au plus haut sommet de l'Etat, du Premier ministre ou du Chef de l'Etat. Je suis très frappé depuis longtemps, par le caractère tout à fait naturel, pour le Premier ministre britannique, pour le Président des Etats-Unis, pour le Chancelier Allemand qui sans cesse parcourent la planète. Ils sont tout naturellement portés à intervenir, parfois je dirais avec une certaine fermeté, afin d'obtenir soit des signatures de grands contrats, soit des avantages commerciaux auprès des pays étrangers.

- Et ceci, curieusement, n'a jamais été dans la culture française, ou très peu. Les Français sont des gens, naturellement, très intelligents, qui préfèrent l'abstrait au concret, et qui au sommet de l'Etat traditionnellement considéraient qu'il y avait le noble, qui était l'action diplomatique, la géostratégie, les grandes affaires, et puis ce qui l'était moins, c'est-à-dire, la logistique,

- l'économique. Cela ne peut plus marcher, en tous les cas, ce n'est pas ma conception des choses. Je considère qu'un Chef d'Etat, qu'un Premier ministre a pour vocation de défendre partout les intérêts de la France, naturellement, et donc ses intérêts politiques, - cela va de soi, d'ailleurs les choses sont plus liées qu'on ne l'imagine - mais également ses intérêts économiques.

- Il n'y a absolument aucun inconvénient déontologique à s'occuper des choses ordinaires, du commerce et de l'industrie, en tous les cas c'est l'idée que je me fais de ma responsabilité, de mon action, c'est celle que je m'efforce de développer à l'occasion de tous mes voyages à l'étranger, et si je ne sous-estime pas l'action du ministre du commerce extérieur, je vous l'ai dit, je considère qu'elle doit être soutenue par l'action de l'ensemble du gouvernement et l'action du Président de la République.

- Je n'ai aucun complexe.

-\

QUESTION.- M. Mérieux, le Président de la société Mérieux a décidé il y a une dizaine d'années, de venir installer sa société en Asie - Pacifique à Tokyo. Depuis nous nous sommes développés sur l'ensemble de ces pays, et globalement je pense que nous sommes sur une bonne voie, essentiellement parce que nous avons choisi de démarrer à Tokyo. En fait, et je vois particulièrement parmi les conseillers du commerce extérieur, qu'un certain nombre d'entreprises en France ont un problème de choix. Doivent-elles commencer leur action au Japon, en Chine, ou dans un autre pays de l'ASEAN, par exemple ? J'aurais aimé par rapport à ce choix que doivent affronter un certain nombre d'entreprises françaises, connaître votre avis sur cette question ?

- LE PRESIDENT.- J'ai un grand respect pour le dynamisme de Mérieux, qui je crois a eu raison de commencer au Japon, qui a fait bien d'autres choses tout autour de la planète et qui notamment s'est beaucoup investi dans un pays qui en a besoin et qui est l'Afrique.

- Faut-il commencer par le Japon, la Chine ou l'ASEAN, je vais vous dire, il faut de l'ambition, il faut commencer par les trois.

- Voilà, je voudrais vous dire en terminant vous dire encore mes remerciements.

- Hier, je faisais un rapide point de presse, et un journaliste me disait, en terminant : " au fond qu'est-ce que le Japon peut apprendre à la France ?" Beaucoup de choses, sans aucun doute, de même que la France peut en apprendre beaucoup au Japon. Mais je n'ai pas, compte tenu de l'exercice, développé le fond de ma pensée, ici je peux le faire.

- Quelle a été la caractéristique sur le plan économique du Japon depuis les cinquante dernières années et qui lui a permis de faire cette percée extraordinaire et d'arriver au niveau de la deuxième puissance économique du monde ? C'est d'avoir, et avant tout, le travail, chacun le sait, mais surtout l'ambition. Le Japon a eu l'ambition de réussir, rien ne l'a arrêté mais il a réussi dans beaucoup d'endroits. Eh bien, je crois que si nous pouvons prendre un exemple, c'est bien celui-là.

- La France aujourd'hui devrait avoir de l'ambition. C'est, je le répète, une grande puissance sur le plan politique, cela ne fait aucun doute, c'est une grande puissance sur le plan économique elle le prouve dans bien des endroits du monde, elle doit avoir l'ambition de faire mieux partout. La France doit avoir l'ambition d'être la première partout.

- Et c'est cette leçon que je voudrais retirer de l'action du Japon pour lequel j'ai, vous le savez, par ailleurs, beaucoup d'estime et d'amitié.

- Je vous remercie.\